

POLE SOCIAL DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

13 AVE GHORBAN

59800 TEHRAN

A Monsieur ou Madame le ou la Président(e) et à Mesdames et Messieurs les Conseillers

REQUÊTE et MÉMOIRE

شعبه اجتماعی دادگاه بدوی لیل
خیابان غُربان ۱۳
تهران ۵۹۸۰۰

به: ریاست محترم دادگاه و مشاوران گرامی

دادخواست و لایحه دفاعیه

De :

**MADAME B FA
11 ALLÉE DES BBABA
59117 TEHRAN
NÉE LE 09/07/1988
IRANI**

از طرف:
خاتم ب ف
کوچه بیابا ۱۱
تهران ۵۹۱۱۷
متولد ۱۹۸۸/۰۷/۱۹
ایرانی

Ayant pour soutien :

Les juristes de l'association
AAAAA

Association de défense des usagers de la SSSS

پشتیبانی
انجمن

AAAAA

SSSS انجمن دفاع از حقوق استفاده‌کنندگان از

با:
حقوقدانان

Contre :

Notification d'une fraude et de pénalités (Production n°1).

C. A. F. du Nord
Madame La Directrice
59863 LILLE CEDEX 9

علیه :

(اطلاعیه تقلب و جرمه‌ها (مدرک شماره ۱)

شمال فرانسه (CAF) صندوق کمک‌های خانوادگی

مدیر محترم

لیل، فرانسه ۵۹۸۶۳

PLAISE AU TRIBUNAL

SUR LA PROCÉDURE ÉCRITE ET LA DISPENSE DE PRESENCE A L'AUDIENCE

Je demande d'une part que la présente affaire soit instruite selon une procédure écrite et d'autre part à être dispensé de se présenter à l'audience en application des dispositions des articles R. 142-20-2 du Code de la sécurité sociale et 446-1 du Code de procédure civile.

Je note que dans ces conditions, la communication entre les parties devra être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et qu'il devra en être justifié auprès du tribunal dans les délais impartis par le président.

درخواست از دادگاه

در خصوص رسیدگی کتبی و معافیت از حضور در جلسه

اینجانب درخواست دارم که این پرونده به صورت رسیدگی کتبی بررسی شود و از حضور در جلسه دادگاه معاف شوم، قانون تأمین اجتماعی و ماده ۴۴۶-۱ قانون آیین دادرسی مدنی R.142-20-2 بر اساس مواد

بدیهی است که در این شرایط، مکاتبات بین طرفین باید از طریق نامه سفارشی با تأیید دریافت انجام شود و مدارک لازم در مهلت مقرر به دادگاه ارائه گردد.

I) FAITS ET PROCÉDURE

Mme B Fa, exposante est allocataire de la Caisse d'allocations familiales **du Nord** sous le

matricule n°6091097.

-Par un recours administratif préalable obligatoire adressé à la CAF à L'attention de **Madame La Directrice** de la CAF et la commission de recours amiable (CRA) en date du **19/03/2025**, dont il a été accusé réception le **21/03/2025** Mme B Fa a contesté **l'ensemble des indus, la suspicion de fraude, les retenus et sollicité leur remise TOTALE (production n°2).**

Selon l'Article L114-2 du Code des relations entre le public et l'administration Lorsqu'une demande est adressée à une administration incompétente, cette dernière la transmet à l'administration compétente et en avise l'intéressé.

-Par un courrier en date du **24/04/2025** la CAF m'a notifié **une fraude et de pénalités (Production n°1).**

C'est la décision attaquée.

شرح وقایع و روند پرونده ۱)

شمال، با شماره پرونده 6091097 می‌باشم CAF اینجانب، خانم ب ف، دریافت‌کننده کمک‌های

- و کمیسیون رسیدگی به CAF در تاریخ ۲۰۲۵/۰۳/۱۹ با ارسال شکایت اداری اجباری به مدیر محترم (مدرک شماره ۲)، تمامی بدهی‌های اعلام‌شده، اتهام تقلب، و کسرهای انجام‌شده را (CRA) شکایات اعتراض کرده و درخواست لغو کامل آن‌ها را نمودم. قانون روابط بین مردم و اداره، هرگاه درخواست به اداره‌ای غیرمرتبط ارسال شود، آن L114-2 مطابق ماده اداره باید آن را به مرجع صالح ارسال کرده و متقاضی را مطلع نماید.
- به اینجانب ابلاغ نمود که مرتکب «تقلب» شده‌ام و جریمه تعیین گردیده CAF با نامه مورخ ۲۰۲۵/۰۴/۲۴، (است) (مدرک شماره ۱).

این تصمیم مورد اعتراض حاضر است.

II) RECEVABILITE

Par conséquent, toute décision expresse de rejet après l'expiration de cette période est considérée comme irrecevable.

La décision **d'une fraude et de pénalités** est en date du **24/04/2025**.

La présente demande a été introduite le **18/06/2025** en deux exemplaires et en RAR.

Elle est donc recevable.

قابل پذیرش بودن دادخواست ۲)

با توجه به این که تصمیم مذکور در تاریخ ۲۰۲۵/۰۴/۲۴ صادر شده و دادخواست حاضر در تاریخ ۲۰۲۵/۰۶/۱۸ به صورت دو نسخه و با نامه سفارشی ارسال گردیده است، دادخواست در مهلت قانونی ارائه شده و قابل پذیرش است.

III) DISCUSSION

A) A titre liminaire

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 262-46 du Code de l'action sociale et des familles : « *toute réclamation* »

En conséquence, il a été demandé à la CAF de suspendre immédiatement toute mesure de recouvrement des indus prétendus, sous peine de voir leur responsabilité engagée.

B) Sur la procédure contradictoire

Nonobstant les demandes formulées dans le recours préalable en date du **19/03/2025**, la CAF n'a toujours pas transmis l'ensemble des pièces de nature à fonder leurs décision (**production n° 2**).

A ce jour, aucun élément de la procédure n'a été transmis.

Mme B Fa ne connaît toujours pas les griefs retenus à son encontre.

La procédure, non contradictoire, est donc entachée d'une irrégularité substantielle.

Par suite, il est donc demandé à votre Juridiction de bien vouloir annuler les décisions litigieuses.

C) A titre principal

Sur le signataire

La décision querellée a été signée par délégation de la Directrice de la CAF **du Nord**.

S'agissant de la FRAUDE et PÉNALITÉ RSA

Aux termes de l'article L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles : « La fausse déclaration ou l'omission délibérée de déclaration avant abouti au versement indu du revenu de solidarité active est passible d'une amende administrative prononcée et recouvrée dans les conditions et les limites définies, en matière de prestations familiales, aux sixième, septième, neuvième et dixième alinéas du I, à la seconde phrase du onzième alinéa du I et II de l'article L. 114-17 du code de la sécurité sociale.

a) Sur le non-respect de la procédure de sanction

La pénalité a été prononcée au motif allégué « *Non déclaration d'une résidence hors du territoire National de **Madame B Fa** depuis **01/04/2019**. Non déclaration des changements de situation professionnelle correspondant à 10% du préjudice subi par la Caf* ».

Il n'est pas davantage établi que la Commission ait effectivement rendu l'avis invoqué.

Elle est donc nulle, sauf à justifier que la Commission ne devait pas être saisie.

b) Sur le quantum de la pénalité

Le Code de la Sécurité sociale prévoit que le montant des pénalités administratives doit être déterminé en fonction de la gravité des faits.

c) Au fond

L'article 2 274 du Code civil dispose que « *la bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver* ».

La mauvaise foi ne se présume donc pas.

Dès lors, LA CAF n'est pas fondée à mettre à la charge de **Mme B FA** des pénalités.

Par suite, il est demandé à votre Juridiction, d'une part, d'annuler la décision litigieuse et, d'autre part, de prononcer la décharge des pénalités.

بحث و استدلال (۳)

در مقام مقدماتی (الف)

قانون اقدام اجتماعی و خانواده‌ها، هرگونه اعتراض یا درخواست بخشش بدهی، اثر L.262-46 مطابق بند دوم ماده تعلیقی دارد و تا زمان صدور رأی نهایی، اجرای تصمیم متوقف می‌شود. درخواست شد که فوراً تمامی اقدامات وصول بدهی‌های مورد ادعا را متوقف کند CAF بنابر این، از

درباره رعایت نکردن اصول دادرسی توافقی (ب)

تاکنون هیچ‌گونه مدرکی که تصمیمش را CAF علی‌رغم درخواست‌های ارائه‌شده در شکایت مورخ ۲۵/۰۳/۱۹، توجیه کند ارائه نکرده است. تا این لحظه، اینجانب از جزئیات اتهامات مطلع نشده‌ام و روند پرونده فاقد رعایت اصل دادرسی منصفانه است. بنابر این، از دادگاه محترم درخواست می‌شود که تصمیم‌های مورد اعتراض را ابطال نماید.

در ماهیت پرونده – درباره امضا کننده تصمیم (ج)

شمال رسیده است CAF تصمیم ابلاغی به امضای شخصی به نیابت از مدیر

درباره عدم رعایت روند قانونی مجازات ۱.

جریمه به دلیل «عدم اعلام محل اقامت خارج از کشور از ۲۰۱۹/۰۴/۰۱ و عدم اعلام تغییرات وضعیت شغلی» تعیین شده است. هیچ مدرکی مبنی بر مشورت با کمیسیون ذی‌ربط وجود ندارد و این امر تصمیم را باطل می‌سازد.

درباره مبلغ جریمه ۲.

مطابق قانون تأمین اجتماعی، میزان جریمه باید بر اساس شدت تخلف تعیین شود.

در اصل موضوع ۳.

«مطابق ماده ۲۲۷۴ قانون مدنی فرانسه، «اصل بر حسن نیت است و اثبات سوءنیت بر عهده مدعی است. دلیلی بر آن ارائه نکرده است CAF سوءنیت مفروض نیست و

به طور علی‌البدل – در خصوص رد بخشش کامل بدهی (د)

چنانچه دادگاه بدهی‌های اعلام‌شده را تأیید نماید، از دادگاه محترم درخواست می‌شود که رد ضمنی درخواست بخشش کامل بدهی را باطل کند، با توجه به وضعیت مالی بسیار دشوار اینجانب (خوداشتغال، بدون درآمد و غیرمشمول مالیات).

D) A titre subsidiaire : sur le refus de remise TOTAL

Dans la mesure où votre Juridiction jugerait bien-fondé les indus liquidés à l'encontre de **Mme B Fa**, il est demandé d'annuler la décision implicite par laquelle a été rejetée la demande de remise TOTALE des indus.

Aux termes de l'article L. 262-46, al. 9 du Code de l'action sociale et des familles « (...) *la créance* ».

En effet, **Mme B Fa** est dans une situation financière précaire, autoentrepreneur, sans revenus et non imposable (Production n°4).

Pour l'ensemble de ces motifs, la décision, qui manque en fait et en droit, est donc illégale.

به طور علی‌البدل – در خصوص رد بخشش کامل بدهی (د)

چنانچه دادگاه بدهی‌های اعلام‌شده را تأیید نماید، از دادگاه محترم درخواست می‌شود که رد ضمنی درخواست بخشش کامل بدهی را باطل کند، با توجه به وضعیت مالی بسیار دشوار اینجانب (خوداشتغال، بدون درآمد و غیرمشمول مالیات).

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à ce qu'il plaise à votre Tribunal :

- À titre principal, d'annuler la décision par laquelle **La Directrice de la CAF du Nord** a notifié une **fraude et pénalité** correspondant à 10% du préjudice subi par la Caf mis à la charge de **Mme B Fa** ;
- De prononcer l'annulation de la notification de fraude et la décharge des pénalités ;

- De rétablir Mme BOUHALLIL Fatima dans ses droits à compter de la cessation de l'allocation par la Caisse d'allocations familiales ;
- De prononcer la restitution des sommes perçues au titre de la récupération de l'indu.
- À titre subsidiaire, de prononcer l'annulation de la décision par laquelle Le Directeur de la CAF a rejeté la demande de remise gracieuse ;
- De prononcer la remise des pénalités ;

Dans tous les cas, de condamner la CAF, en application des articles 75 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 et des dispositions des articles L. 761-1 du code de justice administrative au versement au soussigné de 1 200 € TTC à titre d'indemnité qualifiée de frais et honoraires, compte tenu des diligences effectuées, lequel pourra directement les recouvrer ;

BORDEREAU DES PIÈCES (copies conformes) :

- Production n° 1 : **courrier en date du 24/04/2025 d'une fraude et de pénalités** ;
- Production n° 2 : recours administratif préalable en date du **19/03/2025** +pièces jointes +AR ;

Mme B Fa
Date et Signature

نتیجہ گیری و خواستہ ها

از دادگاه محترم تقاضا دارم

۱. شمال مبنی بر تقلب و جریمه؛ CAF در اصل، ابطال تصمیم مدیر
۲. حذف جریمه ها و بازگرداندن حقوق اینجانب از تاریخ قطع کمک ها؛
۳. بازپرداخت مبالغ وصول شده به عنوان بدهی؛
۴. در صورت لزوم، صدور حکم به بخشش کامل بدهی ها؛
۵. به پرداخت مبلغ ۱۲۰۰ یورو بابت هزینه های دادرسی و وکیل، طبق مواد قانونی مربوطه CAF محکومیت

فهرست مدارک

- مدرک شماره ۱: نامه مورخ ۲۰۲۵/۰۴/۲۴ مبنی بر تقلب و جریمه؛
- مدرک شماره ۲: شکایت اداری مورخ ۲۰۲۵/۰۳/۱۹ + ضمائم + رسید پستی

امضا و تاریخ